



Agir par la Culture

2018

ANALYSE #1

UN POUVOIR TOTALement PERVERS

Propos recueillis par **Aurélien Berthier**
Rédacteur en chef du magazine « Agir par la Culture »

UN POUVOIR TOTALement PERVERS

Propos recueillis par **Aurélien Berthier**
Rédacteur en chef du magazine « Agir par la Culture »

Alain Deneault, docteur en philosophie, développe une œuvre documentée et conséquente traitant de différents aspects du capitalisme contemporain, de son idéologie, de ses mots, de ses outils de coercition : paradis fiscaux, gouvernance, extrême centre, médiocratie... Dans *Le totalitarisme pervers* et *De quoi Total est-il la somme ?*, il s'attache au cas d'école que représente le groupe pétrolier Total, en dresse la généalogie, le champ d'action, l'idéologie et les dégâts, pour montrer comment les multinationales font leur Loi, celle du marché. Et comment ces acteurs à la souveraineté particulière ont peu à peu pris une place prépondérante éminemment contestable mais peu contestée, sur base d'un pouvoir pervers, renforçant encore la porosité entre l'oligarchie et le pouvoir politique.

AURÉLIEN BERTHIER Comment a-t-on laissé développer autant de pouvoir à une multinationale comme Total ?

ALAIN DENEAULT C'est le fruit d'une histoire complexe. Durant l'entre-deux-guerres, les puissances étatiques ont compris que s'assurer l'approvisionnement en pétrole des armées était un enjeu stratégique absolument névralgique. Elles ont donc choisi de soutenir des sociétés largement contrôlées par des acteurs du secteur privé pour le garantir. Ces firmes se sont imposées en cartel au Moyen-Orient. Devenues des Frankenstein, ces créatures des États ont constitué les premières multinationales en étant aussi présentes ailleurs dans le monde, là où il y avait d'autres gisements, ceci afin de s'assurer un contrôle

artificiel des cours. Pour favoriser leur développement, les États ont été jusqu'à offrir à ces firmes (La compagnie française des pétroles, BP, Shell et Standard Oil...) des États vassalisés et colonisés pour ainsi dire sur mesure. Pour les Britanniques en démantelant l'Empire ottoman afin de créer ces enveloppes juridiques comme l'Irak ou le Qatar. Ce qu'imitera plus tard la France, avec le démantèlement de son empire africain, pour créer des pays dédiés aux intérêts des sociétés pétrolières comme le Gabon et le Congo-Brazzaville.

Les entreprises du domaine pétrolier et énergétique se sont donc constituées en multinationales, avec pour partenaire la haute finance qui avait déjà développé des réseaux internationaux depuis des siècles. Et que visent à obtenir ces multinationales ? Elles visent à obtenir un monopole d'accès ou à créer un oligopole autour d'accès à des biens et services, c'est-à-dire à s'interposer entre nous et ce qui est indispensable (ou ce que l'on aura rendu indispensable) en jouant sur des conjonctures mondiales. C'est comme ça qu'on a eu à composer avec des souverainetés d'un genre nouveau, au pouvoir comparable à ceux des États.

En effet, ces souverainetés *privées* ont un rapport spécifique à la loi qui n'est plus strictement celle du législateur, mais la Loi avec un L majuscule, c'est-à-dire la loi du plus fort : la Loi du marché, la Loi de l'offre et de la demande, la Loi de l'activité de la mondialisation, du commerce sans entraves, etc. Tout le jeu consiste à présenter ces lois comme n'étant pas du ressort des pouvoirs politiques, mais d'un ordre

à la fois naturel, quasi cosmique, scientifique et historique. Une Loi dans laquelle on est toujours gagnant quand on est puissant. Dans ce nouvel ordre de pouvoir, privé autant que pervers, il ne s'agit plus de dominer sur un mode déclaré, mais de s'assurer une maîtrise de la conjoncture de façon à pouvoir tirer son épingle du jeu, quelle que soit l'évolution du contexte. Une des premières illustrations de cette puissance, c'est le fait que la Standard Oil des Rockefeller soit arrivée à vendre du pétrole à la fois aux Allemands et aux Alliés pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Au début du 20^e siècle, des entreprises pétrolières imposent donc un modèle qui est celui de l'autorité privée, qui a son propre rapport à la Loi et au pouvoir, qui deviendra un modèle universel après la Seconde Guerre mondiale (lors de laquelle on se met à penser et déployer la production à l'échelle du globe, pour alimenter les GI's partout dans le monde) et qui donnera naissance à des pouvoirs pharmaceutiques, agroalimentaire, de la culture, du textile, etc.

AB **Qu'est-ce que le «totalitarisme pervers» qui découle de ce rapport particulier à la Loi ?**

AD Je me suis intéressé en Total à un objet qui parle. Et mon travail a moins consisté à écrire un texte à charge contre des puissances historiques et privées que d'écouter ce qu'elles nous disent. Sachant que lorsque le pouvoir parle, il en dit toujours plus que ce qu'il ne voudrait. Et notamment par le nom qu'elle se donne : ici, «Total».

Pourquoi s'appeler «Total»? C'est en 1953 que la Compagnie française des pétroles (CFP) a décidé de baptiser ses enseignes, l'étiquetage de ses produits de grandes distributions «Total». Ce nom ne renvoyait pas simplement à sa plasticité (on dit Total de la même manière à peu près dans toutes les langues), car dans les années 1950, la CFP venait d'acquérir des sociétés dans la grande distribution, «Azur» notamment, qui aurait pu faire l'affaire, mais non, on a choisi Total. En 2000, au moment de

la fusion entre la belge PetroFina, la CFP et Elf, on agglutine tous ces noms au début, mais finalement on va choisir de s'appeler seulement «Total».

On peut voir là une sorte de proclamation de pouvoir en fonction d'un rapport à la totalité qui est de deux ordres. D'une part, être présent sur toute la chaîne de production dans le domaine énergétique. Exploration, exploitation, transport, traitement, distribution, recherche de pointe, spéculation, courtage... : on est partout ! Ce qui fait que lorsque le prix monte, cela ne dérange pas, parce c'est le moment d'investir dans les produits d'exploitation. Et quand le prix baisse, cela ne dérange pas non plus, parce qu'à ce moment-là, on a une matière brute peu coûteuse pour faire de la transformation, de la pétrochimie, de la distribution et parce que le prix au détail ne descendra jamais autant que le prix sur le marché. On est également présent dans mille-et-une filières d'activité parce qu'on a fait de l'épuisement des gisements pétrolier le marché de demain, qu'on a tourné cette situation à notre avantage ! Les domaines que l'on présente un peu naïvement comme concurrentiels sont déjà l'apanage de structures comme Total : le gaz, l'énergie solaire, les agrocarburants, mais aussi les granulés de bois, les ressources maritimes, etc. On n'est plus face à une pétrolière, mais face à une énergéticienne, qui peut là aussi, quel que soit le contexte, bénéficier de beaucoup de leviers. Y compris diplomatiques. Ainsi, si les Américains sont en froid avec les Russes et imposent des embargos, elle peut se tourner vers les Chinois pour avoir du financement, ou ouvrir la Françafrique aux Qatari pour accéder à leur marché. Bref, il s'agit de pouvoir profiter de la situation, quelle qu'elle soit.

C'est en cela que se définit l'exercice subtil d'un pouvoir de type pervers. Ce pouvoir *pervers* se distingue du pouvoir psychotique qu'étudiait Hannah Arendt. Ainsi, le totalitarisme psychotique se prévalait d'une signature, on connaissait la source du pouvoir. Elle était même hyper-visible, tonitruante et envahissante : Hitler, Staline, etc. Ici, on passe à un régime d'autorité

où le pouvoir se dissout dans les rouages même des structures de domination. Et les agents deviennent, en même temps qu'ils sont des subordonnés du régime, des vecteurs du pouvoir sur un mode rhizomatique et immanent, qui fait que les acteurs ont beau jeu, non pas *d'imposer une conjoncture* absolument, mais de *s'organiser pour que, quelle que soit l'évolution de cette conjoncture-là*, ils en tirent parti. Et c'est là qu'on aura des acteurs pervers qui se présentent comme étant en quelque sorte strictement des agents de ce système-là, qui le voient évoluer, qui le présentent comme ayant sa vérité historique, sa nécessité naturelle, son sens historique, et eux ne faisant que participer à cela. Un pervers dans ce cadre-là, c'est un psychotique déguisé en névrosé. C'est quelqu'un qui fait en quelque sorte semblant de subir un ordre, de le désirer en même temps qu'il le subit, alors qu'il l'a largement initié et conditionné des dynamiques d'ensemble. En fait, tous les acteurs de ce régime-là (qui s'arrogent le pouvoir), se présentent eux-mêmes comme subissant la Loi du marché au même titre que les autres.

AB Comment ces entités tentaculaires influencent la construction des lois et imposent leur Loi ?

AD Les multinationales agissent par rapport à la loi de deux manières. D'une part, dans un lobbying groupé et fédéré. On agit en bloc par rapport à des intérêts bien compris et convergents sur une autorité comme la Commission européenne, mais aussi sur le public en général. Il s'agit non seulement de mettre sous pression les décideurs et décideuses mais aussi de créer un climat social qui va rendre la décision des autorités publiques presque *nécessaires* sociologiquement, qui fait passer les intérêts commerciaux comme une forme de biens communs.

Et d'autre part, on va penser un rapport à la Loi transcendante, sur un mode sadique, exactement comme en traitait le Marquis de Sade, qui consiste donc à créer des conditions objectives d'accès aux capitaux et aux énergies auprès

des États et autres acteurs sociaux. Patrick Pouyanné (actuel PDG de Total) ou Christophe de Margerie, (son prédécesseur) affirment qu'ils ne font pas de politique. En fait, Total et ses équivalentes ne font pas *de* politique, ils font *la* politique. Pour elles, peu importe qui portera la couronne. Car elles sauront exactement comment conditionner les décisions de ce dernier pour qu'elles se conforment aux modèles commercial, industriel et financier mondiaux qu'elles ont imposés. Elles n'ont même pas à dire « je veux que les choses soient comme ça », mais tout simplement : « la Loi (du marché) veut que nous fassions les choses ainsi ».

AB Comment contrecarrer cette influence et ce gigantisme ?

AD La première approche qui est critique, c'est de se permettre un raisonnement, bien qu'il ne débouche pas sur une stratégie réaliste immédiatement, et qui consiste à dire : le problème quant aux multinationales, ce sont les multinationales *elles-mêmes*. La question n'est donc pas celle de les encadrer, de trouver une sorte de modalité de supervision qui soit « à leur échelle », comme le dit dans un grand moment de délire Jacques Attali. Ce n'est pas d'obtenir de leur part, sur un mode volontaire, des formes de retenues ou d'inhibition parce qu'il n'y a plus de contrepouvoir pour les contenir. Ce n'est pas en essayant d'avoir « plus de transparence ». Non. La solution quant aux multinationales, c'est leur dissolution. Point.

AB Il s'agirait par exemple d'imaginer scinder des mégacompagnies en des entités plus petites, de les nationaliser ou de limiter légalement la taille possible des entreprises ?

AD Exactement. On ne peut pas comme démocrate, accepter que si peu de gens ont autant de pouvoir dans des secteurs aussi sensibles, c'est insupportable ! Quand on parle du pharmaceutique, de l'énergie, de l'agroalimentaire, du transport, on parle de sujets *vitaux* : les semences, les vaccins, l'alimentation, l'air qu'on

respire. On ne peut pas laisser ces questions-là à une poignée d'oligarques qui n'ont de sensibilité que celle liée aux enjeux du marché.

À cet égard, il ne faut pas hésiter à rappeler le caractère futile des multinationales : on n'en a pas besoin ! On n'a pas besoin d'elles pour fabriquer des chaussures, pour faire des films ou pour apporter des boissons sucrées... Elles n'existent de manière artificielle que pour s'interposer.

Si toute solution partielle n'est pas satisfaisante, car répondre à ce problème sans en souhaiter la disparition constitue simplement des garde-fous fragiles, on peut néanmoins apprécier des avancées pratiques. Par exemple en faisant enfin des multinationales un sujet de droit. Actuellement, on considère seulement les tentacules, mais jamais la pieuvre. Car une multinationale est en réalité un « groupe » d'entreprises dont chacune des entités, des filiales, répond en droit à des autorités différentes (la filiale iranienne de Total aux autorités iraniennes, canadiennes au Canada, argentine en Argentine, etc.). Il faudrait donc être capable de faire du groupe Total au complet un sujet de droit à part entière et confronté à des dispositifs légaux clairs. Mais aussi que la justice puisse enquêter de manière indépendante du politique sur ces compagnies. On peut également avancer concernant des normes sur le travail du produit que nous consommons, notamment via des droits de douane, pas seulement tournés sur la nature même de la marchandise qui est en cause, mais aussi *en fonction* du contexte social et environnemental du pays de production. Par exemple, est-ce qu'on fait travailler les enfants, est-ce qu'il y a le droit à la syndicalisation ? Il faut donc aussi avancer à cette échelle pratique, de façon à ce que l'on ne soit pas découragé, mais en ne perdant jamais de vue que la visée finale, c'est bel et bien la disparition des multinationales.

AB Le programme de l'extrême centre que vous avez décrit dans *Politique de l'extrême centre* (plus de bénéfiques pour les entreprises, plus de dividendes pour les actionnaires, plus d'accès aux paradis fiscaux, moins de fonds pour les services publics, moins de droits pour les travailleurs et travailleuses...) semble constituer une base politique pratique conçue par, pour, et avec les multinationales. Comment multinationale et pouvoir politique s'articulent-ils ?

AD L'oligarchie est un rapport entre des acteurs qui sont en rotation entre trois sphères : 1) la haute finance, 2) la grande industrie et 3) l'exécutif politique, dans un jeu d'aller-retour entre public et privé qui donnent le tournis. On a par exemple quelqu'un qui a travaillé à la banque Rothschild, qui est Président d'un pays, et qui au terme de sa carrière politique, aboutira probablement au conseil d'administration d'une multinationale...

AB Vous parlez d'Emmanuel Macron ?

AD Par exemple, mais je parle peut-être aussi de Gerhart Schröder, de Tony Blair, de Jean Chrétien ou de George Bush... Ils sont tous dans ce jeu de chaises musicales qui constitue le pouvoir oligarchique en tant qu'il est un tout cohérent. Je ne pense pas qu'ils soient soudés sur le mode de délibération formalisée dans des officines. Mais entre possédants, on convient d'intérêt bien compris, de convergence d'intérêt sans même avoir besoin de se réunir sur chaque point de détail.

AB Les médias dominants valident sans arrêt la politique d'extrême centre et en disqualifient les critiques par un étiquetage permanent « réalistes » / « utopistes » des acteurs politiques. Les tenants de l'extrême centre cherchent-ils que tous adhèrent à leurs idées, y compris ceux que, précisément, ils subordonnent ?

AD Dans mon livre *Gouvernance*, j'ai essayé de voir comment le vocabulaire de la gouvernance consistait à priver les citoyens du discours traditionnel de la pensée politique, au profit d'un discours strictement managérial. Ce discours consiste à traduire dans les termes de l'entreprise privée toute relation sociale. Ainsi, dire *gouvernance* à la place de *politique*, *partie prenante* pour *citoyens*, parler de *l'acceptabilité sociale* à la place de *la volonté souveraine d'un peuple*, de *développement durable* pour *l'écologie politique*, de *la société civile* pour *le peuple*, de *consensus* et non plus de *débat*... On amène en quelque sorte le management et toute la théorie de l'organisation privée à excéder ses propres frontières pour porter sur toutes les formes d'organisations en société.

On entre alors dans une sorte de rapport coercitif au langage sur un mode pervers, où on n'oblige pas tant les gens à penser d'une certaine façon qu'à leur fait savoir que s'ils ne pensent pas d'une certaine façon, ils vont nuire à leurs intérêts. Pour l'entreprise, les organisations et même les institutions publiques, il s'agit de dire aux gens : on est des *associés*, on est libres, on est des *porteurs d'intérêts*, on est des *partenaires*. Le but du jeu, c'est de rendre naturelles des tractations entre des acteurs inégaux. Alors, on encourage la médiocrité, le zèle, la soumission. Et l'intériorisation intime de ce qu'on considère comme les attentes des puissants quant à soi. On en arrive à l'ère de la médiocratie. On en est à favoriser l'ascension et le développement d'acteurs qui brillent dans l'art de parler, de se comporter comme on peut deviner que les autorités le souhaitent de notre part. Et ce, en ne se disant pas quels sont mes droits, mes convictions, mes passions, mes talents, mes connaissances, mais : qu'est-ce que le pouvoir peut souhaiter entendre de ma part pour me coopter ?

AB **Les principes de la gouvernance et de son langage émanent à l'origine de grosses organisations privées comme les multinationales. Que font-ils aux États quand ceux-ci s'en emparent ?**

AD La gouvernance soumet l'État à un rôle contre nature. Car l'État n'est pas une entreprise et ne devrait pas être soumis au principe de la rentabilité, au sens marchand, au sens comptable. C'est une erreur de dire que la société de transport ferroviaire, la poste ou l'hôpital doivent être rentables et fonctionner par rapport à des paramètres qui sont ceux d'une entreprise privée.

Mais la gouvernance est aussi une manière de laisser entendre que l'État ne doit exister qu'en fonction du bien-être des entreprises. Si on écoute le discours politique contemporain, on se rend compte que la « focalisation » du discours politique (c'est-à-dire le point de vue à partir duquel on raconte une histoire) est exclusivement celle des grandes entreprises. Toute position soutenue par un ministre consistera à s'imaginer à *la place* d'une entreprise : qu'est-ce qui est bon pour l'entreprise ? De quoi a-t-elle besoin ? Comme si l'entreprise était un soleil ! Comme si elle était la source de toute chose, dans une sorte d'animisme narratif qui consiste à faire perdre à l'État son propre rôle. Rôle qui devrait, lui, précisément être central au sens de la représentation, de la défense et de la traduction d'enjeux communs comme le territoire, la langue, la connaissance, le travail et que l'on articule pour que tout le monde puisse en profiter le plus possible dans une relative harmonie. Au lieu de ça, il affirme que son rôle est de favoriser les affaires de Bernard Arnaud, Bolloré, la famille Frère, etc. Et prétend que le monde a besoin de ces « créateurs de richesse » plutôt que de les présenter comme des acteurs qui ponctionnent la richesse.

L'État n'est alors plus un état *de* droit, mais devient un état *du* droit. C'est-à-dire un état-huissier qui n'est plus là que pour faire valoir un droit des affaires, des codes d'investissements, des codes miniers, des droits de douane, qui

ont été élaborés par les oligarques. Au fond, la seule autorité d'un État aujourd'hui est un peu celle d'un arbitre sur un terrain de football : l'État peut dire si une balle est bonne ou non, mais en fonction de règles qu'il ne décide plus.

Une version étendue de cette interview avec des développements sur les notions d'extrême centre et de gouvernance est à retrouver sur www.agirparlaculture.be

- Derniers ouvrages parus : *La Médiocratie* qui contient également *Politique de l'extrême centre et Gouvernance* (Lux éditeur, 2016) et *De quoi Total est-elle la somme ?* (Rue de l'échiquier/Écosociété, 2017) et dont a été tiré et enrichi le texte *Le totalitarisme pervers* (Rue de l'échiquier, 2017).